

Peut-on parler d'histoire militante ?

PAULE RENÉ-BAZIN est conservatrice générale du patrimoine, et membre de l'équipe du Centre international Joseph Wresinski depuis 1995.

Faire l'histoire des groupes ou des ensembles oubliés, ou passés sous silence, correspond souvent à une demande sociale, sous l'impulsion de quelques militants. Cette demande peut irriguer et soutenir le travail scientifique.

En tant qu'archiviste chargée pendant presque toute ma carrière d'archives récentes, dites contemporaines, sensibles et donc en partie d'accès réservé, j'ai toujours été amenée à les considérer sous trois angles, et non deux, comme le fait la définition légale.

La définition légale distingue la valeur probatoire des archives ; les archives servent avant tout de preuves qui peuvent ensuite avoir une valeur pour la recherche historique. Entre les deux, se glisse une utilité sociale, à l'usage des professionnels concernés, des décideurs, des politiques.

D'où les quelques réflexions qui vont suivre, à partir d'expériences qui pourraient, me semble-t-il, nous ouvrir des pistes de recherches pour travailler sur l'histoire que j'ai appelée histoire militante. Histoire militante, histoire offensive, histoire engagée, ... peut être pourrions-nous aller dans ce sens-là pour travailler sur une histoire du Quart Monde qui serait compatible avec la façon d'être, les méthodes, l'action d'ATD Quart Monde ?

Quelques exemples d'histoire militante

L'histoire du monde ouvrier a été faite depuis plus d'un siècle et s'est développée de façon militante. J'ai bien connu Jean Maitron qui est l'artisan d'un dictionnaire de tout le monde ouvrier¹. Jean Maitron était un chercheur mais aussi un militant du monde ouvrier. En ce qui concerne l'histoire de la Shoah, Serge Klarsfeld était au départ quelqu'un dont les parents sont morts à Auschwitz et qui militait pour qu'on reconnaisse les droits, qu'on indemnise et qu'on reconnaisse vraiment ce qui s'est passé pendant la guerre. C'était un militant, c'était d'ailleurs un avocat qui est devenu un historien de la Shoah. L'histoire de l'immigration se développe depuis une

1. Pionnier de l'histoire ouvrière en France, Jean Maitron (1919-1987) l'a fait entrer à l'université et lui donne ses bases archivistiques, avec la création du Centre d'histoire du syndicalisme à la Sorbonne. Ses publications englobent des ouvrages de référence, notamment le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, poursuivi après sa mort et appelé couramment « le Maitron », et une histoire de l'anarchisme. Jean Maitron a fondé et dirigé deux revues : *L'Actualité de l'histoire* puis *Le Mouvement social* (Source Wikipedia).

trentaine d'années, faite par des personnes concernées par l'immigration d'une façon ou d'une autre. L'histoire de l'esclavage est à faire et souvent pilotée, suscitée, menée par des gens concernés. Citons aussi l'histoire coloniale. L'histoire des femmes est faite par des femmes pour défendre les droits des femmes. L'histoire de la Résistance : on commence à se rendre compte qu'elle a été très influencée par le fait qu'elle a été pilotée par des résistants dans l'immédiat après-guerre. Voilà quelques exemples auxquels, malheureusement, je ne peux pas rajouter l'histoire du Quart Monde. Pas encore, mais peut-être un jour...

Une pertinence sociale conjuguée à la pertinence scientifique

Ces champs historiographiques possèdent des caractéristiques communes. Ils répondent à une demande sociale à un moment donné de l'histoire et dans un contexte déterminé. Certaines questions scientifiquement pertinentes, qui font avancer l'histoire ne sont pas pour autant dépourvues d'une pertinence sociale, de façon directe ou indirecte. La pertinence sociale ne fonde pas la pertinence scientifique mais elle peut l'accompagner heureusement². Ces champs sont liés à l'action contrairement à certains champs historiques. Par exemple, les travaux de Serge Klarsfeld sont explicitement faits dans le but de « *faire juger en Allemagne les principaux responsables allemands impunis* ». C'est ainsi qu'il réunit les informations sur l'état-civil des victimes, établit des statistiques, fait l'historique des convois³... D'avocat, il devient peu à peu historien. Il veut aussi faire inscrire dans les manuels scolaires une histoire passée sous silence et allier ainsi mémoire et justice.

Ces travaux portent aussi souvent sur des groupes ou des ensembles oubliés, passés sous silence ou encore sans histoire⁴. Jean Maitron parle de faire la lumière sur « *ce qui est passé sous silence ou minimisé... Le rôle des humbles, de ceux qui furent pourtant le levain de l'histoire* ». On fait maintenant l'histoire des peuples sans histoire. Par exemple en Afrique où j'ai vu à quel point les pays, du moins les ex-colonies françaises, ont tenu immédiatement à faire créer des archives nationales car ils avaient besoin d'avoir une mémoire et d'avoir des supports sur lesquels ils pouvaient créer – ou du moins recréer – leur histoire. Les champs historiographiques allient souvent la conservation de documents (archives, livres) dans des lieux dédiés, avec la recherche⁵. Ces lieux servent à la coopération et sont souvent des têtes de réseaux. Les travaux de Jean Maitron pour son *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* se développent au sein du Centre d'histoire sociale du 20^{ème} siècle, rue Malher (Paris), qui est un centre universitaire ; ceux de Serge Klarsfeld sont menés en étroite liaison avec le CDJC⁶ dont le fondateur, Isaac Schneerson, avait fixé la fonction : « *Que nos fils et les fils de tous ceux qui, avec nous ont traversé ces années d'enfer, puissent savoir, puissent comprendre et régler un jour leurs jugements et leurs actes sur la connaissance exacte des événements monstrueux auxquels auront été mêlés leurs vécus, auxquels tant des nôtres*

2. *Douze leçons pour l'histoire*, Antoine Prost, Éd. Le Seuil, Paris, p. 88 et suiv.

3. *Le mémorial de la déportation des juifs de France*, 1978. Vichy-Auschwitz le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en 1942, Serge Klarsfeld, Association des Fils et Filles de Déportés Juifs de France (FFDJF), Paris 1983.

4. *Faire de l'histoire, nouveaux problèmes*, tome 1, Jacques Le Goff et Pierre Nora, Éd. Gallimard, Paris, 1974.

5. La Gazette des archives, n°221, année 2001-1, Les archives des syndicats et des mouvements sociaux, Association des archivistes français.

6. Centre de documentation juive contemporaine.

auront succombé ». Un but que ne pourraient pas suivre les Archives nationales mais que le CDJC a toujours tenu à suivre et à pratiquer depuis sa création en 1943. Pour cela ils ont ouvert largement les archives pour arriver à remplir la fonction qu'avait fixée leur créateur.

L'implication des personnes concernées

Les artisans de ces histoires présentent aussi des caractéristiques communes. L'historien peut avoir un lien particulier entre ses engagements personnels et l'histoire qu'il écrit. Serge Klarsfeld a perdu ses parents à Auschwitz, Annie Kriegel ou Philippe Robrieux ont été militants communistes... Michèle Perrot écrit : « *Prendre l'histoire ouvrière comme objet de ma recherche me semblait une façon de la rejoindre, voire de la servir en contribuant à sa connaissance et à sa reconnaissance* »⁷. Il prend le contrepied de l'attitude plus classique de l'historien qui choisit de ne pas s'engager, comme Marc Bloch par exemple, qui s'oppose à l'engagement de l'historien. L'historien veut pratiquer la recherche historique en partenariat avec les militants dans le but, non pas de faire une histoire militante, mais une histoire irriguée et enrichie par le militantisme. Il faut donc impliquer les détenteurs d'archives et ceux qui sont concernés directement par leur contenu. Par exemple, l'association *Génériques*, qui a pour sujet l'immigration, constate une méfiance envers les services d'Archives perçus comme hostiles par les immigrés détenteurs d'archives⁸. Il y a une vraie attente et un réel intérêt de la part des personnes concernées pour leur patrimoine et leur mémoire mais, dans la pratique, peu d'entre elles peuvent mener le travail de recherche à bien car les priorités du quotidien ne se situent pas là et parce que les moyens financiers, techniques et humains font souvent défaut. Il faut aussi atteindre un certain degré de maturité pour arriver à écrire et faire l'histoire. On manque d'intermédiaires, médiateurs pour nous permettre d'y arriver. Et je constate qu'au sein d'ATD Quart Monde il y a peu d'historiens pour faire une histoire militante du Quart Monde.

Cependant l'histoire militante comporte des risques. Elle peut en effet rester uniquement descriptive, faire réfléchir sur des faits mais sans renvoyer à des concepts. Pour nous, par exemple : « Quart Monde », « grande pauvreté », « illettrisme ». Ce sont des faits, des mots qu'on peut décrire sans les conceptualiser. Il y a risque aussi de se limiter uniquement à ce qui va dans le sens des buts recherchés. Par exemple, certains ont réduit la pratique de l'esclavage au commerce triangulaire (Afrique-Europe-Amérique) en excluant sans le dire du champ de l'étude les autres formes d'esclavage (intra-Afrique, Moyen-Orient, Antique, etc.) ou encore les lois mémorielles, auxquelles les historiens se sont opposés dans la mesure où elles orientent l'histoire, comme par exemple quand on décide d'enseigner les aspects positifs de la colonisation. Risque enfin de confondre histoire et mémoire. L'explosion actuelle des commémorations qui occultent l'histoire est parfois gênante. On peut même utiliser l'histoire et la mémoire dans des buts politiques.

Pour pallier ces risques, il faut que l'historien respecte scrupu-

7. *Présent, nation, mémoire*, Pierre Nora, Éd. Gallimard, Paris, 2011, p. 223.

8. *Archives et histoire de l'immigration : de nouveaux chantiers*, Driss el Yazami, Migrance 16, Éd. Génériques.

leusement les techniques de son métier. Il doit faire un récit, sinon objectif, du moins distancié et impartial, trouver les découpages qui conviennent aux propos (exemple 1962 ou 1968 pour la naissance du concept de « jeunes »), sous peine d'extrapolations abusives ou d'anachronismes. Il doit également élaborer des concepts appropriés : les classes, la bourgeoisie, la révolution, le sous-prolétariat... – pour nous le Quart Monde, la grande pauvreté, l'illettrisme,... –, développer les questionnements et faire comprendre les contextes, les mécanismes de fonctionnement d'un groupe social, ou d'une nation par exemple.

Quelques résultats de cette histoire militante

Tout d'abord, des travaux plus ou moins prosopographiques comme ceux de S. Klarsfeld établissant des listes et des mémoriaux ou de J. Maitron avec un *Dictionnaire biographique du monde ouvrier* : ce sont des travaux sur des histoires d'individus mais qui, cumulés, permettent de faire une histoire commune. Puis dans le même esprit, les recensements de lieux qui apportent des preuves de traces matérielles et permettent parfois de proposer des itinéraires sur les lieux. Par exemple l'association *Génériques* qui a fait un Cd-rom permettant de se promener sur les lieux qui montrent des traces d'immigration. Mais aussi des *Guides des sources*, comme celui publié par l'association *Génériques : Les étrangers en France, Guide des sources d'archives publiques et privées, 19^{ème} siècle*, Paris, 1999, en cinq volumes ou le *Guide des sources de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions*, Paris, 2007. Ces travaux, scientifiques, presque toujours entrepris par des militants au départ, suscitent un intérêt renouvelé pour le thème et entraînent le développement de nouvelles recherches historiques. Elles ne peuvent être menées à bien qu'avec le concours des services d'archives publiques et avec des chercheurs universitaires. « *Les connaissances historiques que ce travail favorise et permet d'acquérir répondent à une soif profonde de culture et de reconnaissance de la part des personnes qui constituent aujourd'hui la population immigrée en France et la population d'origine immigrée* », dit l'avant-propos du premier guide cité. Enfin comme dernier résultat, des journées d'études alliant des exposés de chercheurs et des interventions de « témoins » qui sont assez fructueuses.

Dans ce topo, je n'ai fait qu'amorcer le débat qui me semble nécessaire pour déterminer dans quelle direction le Mouvement doit avancer pour répondre aux questions que nous nous posons aujourd'hui. ■

EXTRAIT DE L'INTERVENTION DE GÉRARD BUREAU⁹, LORS DU DÉBAT QUI A SUIVI :

Par rapport aux archives, à la mémoire ou bien à l'histoire, je me situe dans le présent, à rencontrer des équipes d'action, mais surtout des personnes, dont beaucoup sont confrontées à la pauvreté, dans le but d'évaluer l'impact de l'action du Mouvement sur un long terme dans les pays. Les personnes confrontées à la pauvreté ne sont pas que dans la pauvreté. Elles sont, comme tous les autres citoyens d'un pays, ancrées dans une histoire à laquelle elles participent et ont des choses à dire sur leur pays, sur leur lien à l'histoire, qui nous apprend beaucoup. Par exemple, en République centrafricaine.

Dans les travaux d'évaluation, on pose en effet toujours une question sur l'identité du pays : « *Présentez-nous votre pays* », « *Quelles sont les valeurs de votre pays ?* ». ¹⁰

Quand on a interrogé les personnes, en particulier celles confrontées à la pauvreté, sur l'identité de leur pays, c'est tout de suite la parole qu'elles citaient : « *Notre pays c'est 'Zo kwe zo', 'Tout homme est un homme'* ». Ces personnes avaient une connaissance des raisons pour lesquelles le fondateur du pays avait dit cette phrase, une connaissance du contenu de cette phrase et même du contenu des cinq verbes qui accompagnent cette phrase : « *se nourrir, se vêtir, se soigner, se loger, s'éduquer* » qui sont une certaine façon de repenser les droits de l'homme. Elles en avaient une connaissance, un commentaire, une analyse qui ont surpris des personnes « dont on considère qu'intellectuellement ou académiquement » ce sont elles qui détiennent le savoir sur les choses. Avec, de surcroît, une pensée par rapport à leur propre condition. Après ce travail, nous nous sommes dit qu'on devrait en faire un manuel scolaire, tellement c'était instructif. Après avoir synthétisé et resitué toutes ces connaissances, ces personnes se sont rendu compte qu'elles ignoraient qu'elles avaient ensemble une telle connaissance et que mises bout à bout, la connaissance de l'un avec la connaissance de l'autre, devenaient une connaissance collective, qui auparavant n'avait jamais été sollicitée et encore moins relatée. Nous-mêmes à ATD Quart Monde, jusque là, on ne l'avait jamais sollicitée, même si le fondateur du Mouvement, quand il était allé en Centrafrique, avait mis le doigt sur cette parole et en avait beaucoup parlé.

En Centrafrique, pour l'actualité du Mouvement aujourd'hui, mais aussi pour l'avenir, cette dimension de l'histoire, ou du sens donné à l'histoire, est aussi importante à approfondir que de bâtir un programme de lutte contre la pauvreté, parce que c'est d'abord cette dimension qui fait vivre les hommes.

9. Volontaire permanent du Mouvement international ATD Quart Monde, responsable du pôle Connaissance-Action-Engagement au moment de cette session, créé dans le cadre du contrat d'engagements communs 2008-2012 pour soutenir l'engagement du Mouvement de renouveler la connaissance à partir des plus pauvres. Il se réfère ici en particulier à son expérience d'accompagner différentes équipes du Mouvement (notamment celles d'Alsace (France) et du Pérou dans leurs évaluations, ainsi qu'à la recherche connaissance-expertise sur les liens entre misère, violence et paix.

10. En Centrafrique, la république a été fondée par un homme, Boganda, qui avait une vision de l'histoire de son propre pays mais aussi de l'histoire du continent. Il répétait cette phrase : « *Zo kwe zo* » en sango, ce qui veut dire : « *Tout homme est un homme* ».